



iKNOW POLITICS

international Knowledge
Network of **Women** in Politics

Résumé de la discussion en ligne sur

La participation des femmes à la vie politique locale

Mai 2018



Empowered lives.
Resilient nations.

MESSAGE DE LANCEMENT

La sous-représentation des femmes à tous les niveaux de gouvernance et de prise de décision entraîne un déficit démocratique. Il a été prouvé à plusieurs reprises que les divers groupes divers prennent de meilleures décisions. Cela est particulièrement vrai lorsqu'il s'agit d'une tâche aussi difficile que de représenter les intérêts des citoyens au niveau local. Souvent influençant les politiques en matière de logement, de sécurité, de transport et d'économie, le gouvernement local prend des décisions importantes qui affectent la vie des femmes et des hommes. La participation et la représentation égales des femmes dans les processus décisionnels locaux sont essentielles pour prioriser les besoins et les questions pratiques des femmes dans les agendas des gouvernements locaux et pour localiser [les objectifs de développement durable](#) (ODD). Des conseils locaux équilibrés entre les sexes peuvent être une étape importante pour aider à atteindre l'équilibre entre les sexes au niveau national.

Bien que certains pays aient des informations sur le nombre de femmes et d'hommes qui sont conseillers municipaux et maires, un système normalisé pour fournir des preuves statistiques comparables dans tous les pays et régions a été manquant jusqu'à récemment. Certaines raisons à cela sont le grand nombre de gouvernements locaux et la diversité de leurs structures dans le monde entier. La méthodologie du nouvel indicateur des ODD sur la «proportion de sièges occupés par des femmes dans les gouvernements locaux» (5.5.1b) développée par [ONU Femmes](#) fournit un modèle sur la manière de générer des données comparables entre les pays. La mesure et la communication harmonisées des données pour l'indicateur ODD 5.5.1b permettront d'établir la première mesure globale de la proportion de femmes dans les gouvernements locaux. Cela générera des preuves statistiques solides qui aideront à sensibiliser et à accélérer les progrès sur un éventail d'aspects de la participation politique des femmes.

En plus de mesurer les chiffres, des informations supplémentaires sont nécessaires sur les stratégies pour élire plus de femmes au niveau local. Dans le cadre de la [CSW](#) de 2018 axée sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles rurales, iKNOW Politics et ses partenaires ont organisé une discussion en ligne du 2 février au 8 mars 2018 pour recueillir les avis des politiciens, experts, praticiens, et des chercheurs sur les défis et les opportunités pour la représentation des femmes dans le gouvernement local et son rôle dans la réalisation de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes au niveau local.

Questions:

1. Quels sont les défis qui entravent la participation politique et la représentation des femmes au niveau de la gouvernance locale et de la prise de décision ? Sont-ils différents des défis auxquels les femmes sont confrontées au niveau national ?
2. Quelles sont les bonnes pratiques qui contribuent à promouvoir la participation politique et la représentation des femmes au niveau local ? Quel est le rôle des partis politiques dans le soutien de l'engagement des femmes dans la politique locale ?
3. Connaissez-vous des programmes ou des structures qui soutiennent les femmes élues au niveau local pour devenir des leaders au niveau national ? S'il vous plaît partager des exemples.
4. Que peut faire le gouvernement local pour parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser les femmes et les filles rurales ?

CONTRIBUTIONS

La discussion en ligne sur la [participation des femmes à la vie politique locale](#) a été lancée le 2 février 2018 en arabe, anglais, français et espagnol et s'est terminée le 8 mars 2018. Vingt-quatre participants d'Afrique subsaharienne, du monde arabe, d'Asie, des Amériques et d'Europe ont participé et ont soumis des contributions. La discussion en ligne a rassemblé vingt contributions en anglais, trois en français et une en espagnol soumises par les participants suivants :

1. [Dr. Santosh Kumar Mishra](#), Assistant technique, Centre des ressources pour la population (PERC), Département de l'éducation permanente et des adultes, Université des femmes S. N. D. T., Mumbai, **Inde**
2. [Dr. Malliga Och](#), Professeur adjoint au Département des études mondiales et des langues de l'Université de l'État d'Idaho, spécialiste des femmes dans les partis conservateurs, **États-Unis**
3. [Agripinner Nandhego](#), Spécialiste du programme Participation politique et leadership, ONU Femmes Ouganda, **Ouganda**
4. [Abosedo George-Ogan](#), Facilitateur en chef chez WomeninPoliticsNG, **Nigéria**
5. [Ionica Berevoescu](#), Spécialiste des politiques sur la participation des femmes au gouvernement local, ONU Femmes, **États-Unis / International**
6. [Kadidia Doumbia](#), Spécialiste en Genre et éducation, Liaison pour les droits de l'Homme et ancien Coprésident du Comité de Coordination du Parti Démocrate dans la région de Washington DC, **États-Unis**
7. [Sifisosami Dube](#), Responsable des programmes, Gender Links, **Afrique du Sud**
8. [Lynda Umeh](#), Entrepreneure dans le secteur des TIC, **Nigeria**
9. [Racheal Namono](#), femme conseillère au département Makindye, **Ouganda**
10. [Alejandra Fleischer](#), Professeure retraitée, **Argentine**
11. [Dewi Yuliani](#), utilisateur en ligne, **Indonésie**
12. [Dr. Indra Biseswar](#), Coach et consultante en genre, **Pays-Bas**
13. [Margarita Alonzo](#), Vice-présidente du parti politique TODOS, **Guatemala**
14. [Betty Ethel Naluyima](#), Vice-présidente du département de Wakiso, **Ouganda**
15. [Hon Mary Patricia Ouma](#), Comté de Homabay, **Kenya**
16. [Karma Dema](#), Coordinatrice de projet chez International IDEA, **Bhoutan**
17. [Phinah Patience Chima](#), **Afrique du Sud**
18. [Iruza Kakava](#), Conseillère municipale dans la municipalité de Zugdidi, **Géorgie**
19. [Richard E. Banda](#), **Malawi**
20. [Maria E. Auma](#), **Ouganda**
21. [Samia Zaouali](#), militante politique et civile, première tunisienne à être présidente de campagne, **Tunisie**
22. [Keita Domani Doré](#), Conseillère locale, présidente du mouvement politique "Guinée Audacieuse" et ancienne ministre, **Guinée**
23. [Moufida Oueslati](#), Conseillère en politiques, Réseau Tunisien Actif pour la Responsabilité Sociale, **Tunisie**
24. [Kunzang Lhamu](#), Commission nationale pour les femmes et les enfants, **Bhoutan**

RÉSUMÉ DE LA DISCUSSION

iKNOW Politics et ses partenaires remercient leurs membres et utilisateurs d'avoir pris le temps de participer à cette discussion en ligne et de partager leurs expériences, pratiques et recommandations. Les contributions sont résumées ci-dessous.

1. Quels sont les défis qui entravent la participation politique et la représentation des femmes au niveau de la gouvernance locale et de la prise de décision ? Sont-ils différents des défis auxquels les femmes sont confrontées au niveau national ?

La représentation des femmes dans les administrations locales est mesurée par l'un des nouveaux indicateurs mis en place pour suivre la réalisation des ODD, à savoir l'indicateur ODD 5.5.1b sur la proportion de sièges occupés par des femmes dans les administrations locales. Le développement de l'indicateur, dirigé par ONU Femmes, est une étape clé dans la mesure, la compréhension et l'amélioration de la participation politique des femmes au niveau local. Bien que de nombreux pays aient déjà produit des données sur la représentation des femmes dans les administrations locales, les indicateurs utilisés pour la diffusion des données varient et incluent parfois des informations de qualité limitée. Bien que ces travaux antérieurs aient joué un rôle important dans la visibilité de la sous-représentation des femmes dans les administrations locales, il est important que dorénavant le nouvel indicateur soit systématiquement utilisé. La cohérence dans la collecte et la communication des données permettra de faire des comparaisons solides entre les pays et des calculs des moyennes mondiales et régionales de la représentation des femmes dans les administrations locales.

L'indicateur ODD 5.5.1b a été conçu pour mesurer la proportion de postes élus occupés par des femmes dans des conseils locaux ou des organes législatifs équivalents de l'administration locale d'une manière simple, claire et rentable. La principale source d'information est constituée par des données administratives basées sur les archives électorales produites et confirmées par les organes de gestion des élections ou des organismes équivalents chargés d'organiser les élections au niveau local. Cependant, il est également important que l'indicateur ODD 5.5.1b soit complété par des données supplémentaires sur la participation politique des femmes. Par exemple, les pays sont invités à recueillir et diffuser des données sur la représentation des femmes parmi les électeurs et les candidats aux élections locales ainsi que sur les membres des organes exécutifs locaux et sur les postes de direction dans les administrations locales (maires et chefs de conseil). Ces informations statistiques supplémentaires peuvent contribuer à comprendre les défis auxquels les femmes sont confrontées en politique au niveau local et à promouvoir des politiques et des pratiques nationales mieux informées.

Les participants s'accordent à dire que les femmes font face à une myriade de défis qui les empêchent de participer pleinement et à égalité à la représentation politique au niveau local. Les plus communs sont :

1. Les perceptions et attitudes culturelles négatives à l'égard des femmes dans des positions de leadership
2. La violence contre les femmes en politique
3. Le manque d'éducation et de formation
4. Le manque d'accès aux connaissances et aux réseaux de soutien
5. Les systèmes et processus électoraux discriminatoires
6. Le manque de ressources financières

Après les premières élections locales au **Bhoutan**, la Commission nationale pour les femmes et les enfants (NCWC) a mené une étude nationale en 2012 pour identifier les défis et les obstacles à la participation politique des femmes. L'étude a conclu qu'elles sont principalement liées aux faibles taux d'alphabétisation et formation des femmes, aux rôles traditionnels et stéréotypes sexistes, aux processus électoraux qui ne prennent pas en compte le genre, à la faible estime de soi et aux exigences en critères de lecture et écriture fonctionnelles pour tous les candidats.

Les participants soulignent que les femmes sont soumises à une forte discrimination provenant d'attitudes et de pratiques patriarcales profondément enracinées. Dans les sociétés patriarcales, on croit généralement que l'espace public n'est pas destiné aux femmes et que, par nature, elles ne peuvent pas être de bons leaders. Ces perceptions sont plus fortes au niveau local de la politique, ce qui rend difficile pour les femmes de se battre et de prendre des positions de leadership. Le manque de soutien familial, surtout de la part des hommes envers les femmes aspirant à des postes politiques démotive et, dans certains cas, interdit aux femmes de se présenter aux élections. En effet, dans de nombreuses sociétés, les hommes peuvent simplement refuser l'engagement de leurs femmes en politique parce qu'il est perçu comme un défi aux relations de pouvoir traditionnelles à l'intérieur et à l'extérieur du foyer et une menace pour les normes conservatrices et le statu quo.

En **Ouganda** par exemple, cette pratique est courante et est souvent soutenue par des affirmations selon lesquelles les femmes pourraient devenir « légères » une fois actives dans l'espace public. Au **Kenya**, la participation politique et la représentation au niveau local sont particulièrement difficiles pour les femmes de certaines régions car contrairement aux hommes, les femmes de certaines tribus se marient généralement en dehors de leur clan et vivent par conséquent leur vie d'adulte loin du clan de leurs origines. Étant donné que les élus locaux ne reçoivent généralement l'appui des aînés et des chefs de la communauté que s'ils en sont originaires, la plupart des femmes mariées sont victimes de discrimination.

La violence contre les femmes en politique est un autre défi évoqué par les participants (VAWP). . ONU Femmes et le PNUD rapportent que l'augmentation de la représentation politique des femmes a été pratiquement dans tous les cas accompagnée d'une augmentation des actes de VAWP. Le harcèlement, l'intimidation et la violence sexuelle et physique contre les femmes sont répandus dans la vie publique. Dans certains cas extrêmes, des femmes politiques ont été assassinées pour avoir exercé leurs droits politiques.¹ Une participante des **Etats-Unis** partage que les attaques régulières qui ciblent les femmes politiques et leur réputation en répandant des rumeurs, généralement basées sur de fausses affirmations, conduisent souvent au retrait des femmes de la vie politique. Au **Guatemala**, les femmes en politique font souvent l'objet d'un examen public particulièrement minutieux avec une analyse généralement axée sur leur apparence et de leurs vies personnelles plutôt que sur leurs qualifications et de leurs initiatives politiques. Au **Nigéria**, les femmes sont généralement déconseillées de se présenter aux élections à cause de la pression de la politique locale et des violences qu'elle engendre. Les femmes sont souvent intimidées, menacées et même dans certains cas agressées par des hommes qui se sentent menacés par leur présence et leur engagement. Un contributeur du Nigéria se souvient avoir rencontré une femme à qui on a demandé une fois de fournir des faveurs sexuelles si elle souhaitait progresser au sein d'un certain parti politique et se porter candidate au niveau local.

¹ Preventing violence against women in elections: A programming guide. UN Women and UNDP, 2017. Disponible [ici](#).

Le manque d'éducation et de formation professionnelle est un autre facteur puissant qui empêche les femmes de participer activement à la vie politique locale. Au **Bhoutan** par exemple, tous les candidats aux postes de gouvernement local doivent réussir le test de lecture et d'écriture fonctionnel de base (FLT) établi par la commission électorale spécifiquement pour les élections locales. Sachant que le taux d'alphabétisation des femmes est de 60% en milieu urbain et de 29% en milieu rural contre 80% en milieu urbain et 57% en milieu rural pour les hommes, les femmes se heurtent clairement à une barrière au processus électoral. Aujourd'hui, seulement 8,3% des parlementaires et 11,6% des conseillers locaux au Bhoutan sont des femmes. Au **Guatemala**, avec 23 langues parlées, le manque d'éducation formelle dans les zones rurales crée un obstacle insurmontable pour les femmes qui ne parlent pas la langue nationale, nécessaire en politique. Une dirigeante d'un parti politique guatémaltèque, qui a passé les cinq dernières années à voyager à travers le pays pour solidifier les bases de son parti, affirme que l'accès à l'information et les réseaux de soutien sont les plus importants pour la participation politique des femmes et que leur absence est nuisible non seulement aux femmes mais à toute la société. Elle ajoute que l'indépendance économique et l'accès au financement des campagnes constituent un autre grand défi pour les femmes en politique au Guatemala.

Les femmes subissent de manière disproportionnée la discrimination, l'exploitation et la pauvreté. Elles occupent souvent des emplois précaires et peu rémunérés et rarement des postes de responsabilité et de direction. Avec un accès moindre à la propriété et au capital, et parce que les femmes assument généralement la plupart des tâches ménagères, elles ont beaucoup moins de temps et de ressources pour poursuivre une carrière politique que les hommes. Par conséquent, les femmes ont généralement moins accès que les hommes aux fonds nécessaires pour devenir candidates. Aux **États-Unis** par exemple, les campagnes électorales locales sont excessivement coûteuses. En Californie, une participante rapporte qu'une campagne à la législature d'un État peut coûter jusqu'à un million de dollars. La même chose est vraie pour les campagnes de maires dans les villes et ça peut aller encore plus haut dans les plus grandes. Ceci est encore plus exacerbé au niveau national ; pour se présenter avec succès au Congrès, les candidats dépensent en moyenne 1,3 million de dollars pour un siège à la Chambre des députés et 10,4 millions de dollars pour un siège au Sénat.²

Bien que les participants reconnaissent que les défis auxquels les femmes sont confrontées sont les mêmes aux niveaux local et national, ils affirment qu'ils ont tendance à être exacerbés au niveau local parce que les facteurs tels que le manque d'éducation et de ressources financières et les attitudes patriarcales tendent à être plus forts que dans les milieux urbains. En outre, il est convenu que la participation et la représentation des femmes au niveau local, ou leur manque, a un effet direct sur la participation et la représentation au niveau national car les partis politiques ont tendance à se tourner vers leurs élus locaux pour identifier et recruter des candidats pour les élections nationales.

2. Quelles sont les bonnes pratiques qui contribuent à promouvoir la participation politique et la représentation des femmes au niveau local ? Quel est le rôle des partis politiques dans le soutien de l'engagement des femmes dans la politique locale ?

² Center for Responsive Politics, 9 Novembre 2016: [opensecrets.org/news/2016/11/the-price-of-winning-just-got-higher-especially-in-the-senate/](https://www.opensecrets.org/news/2016/11/the-price-of-winning-just-got-higher-especially-in-the-senate/) (accédé le 4 Avril 2018).

Entre 2013 et 2017, plusieurs consultations et conférences nationales sur les femmes en politique se sont tenues au **Bhoutan** pour faire le point sur les opportunités et les défis auxquels les femmes sont confrontées et identifier des pratiques pour améliorer la participation des femmes. En conséquence, un projet de Plan d'action national pour la promotion de l'égalité des sexes dans les bureaux élus (NPAPGEE) a été élaboré. Il comprend l'examen et la révision des lois ainsi que des politiques et des pratiques existantes qui rendent la participation des femmes difficile. Le plan recommande l'élaboration d'une politique d'égalité entre les sexes qui comblerait les lacunes par des méthodes telles que les mesures temporaires spéciales, ainsi que la sensibilisation et l'appui à la création de conditions de concurrence égales. Les systèmes et services de soutien incluent des crèches dans les bureaux élus, des ateliers et des programmes médiatiques qui représentent les femmes leaders en tant que modèles, l'identification et la formation des candidates potentielles, et des programmes de formation et de renforcement des capacités pour les femmes élues.

Les mesures spéciales temporaires sous la forme de quotas pour les femmes se sont avérées être des outils efficaces pour accroître la participation et la représentation des femmes. Par exemple, un contributeur **tunisien** partage que les prochaines élections municipales et régionales en mai, les premières depuis le début du Printemps arabe, assureront une parité révolutionnaire dans les organismes gouvernementaux locaux en raison de la parité « verticale et horizontale » sur les listes de candidats. En comparaison, l'exigence de parité strictement verticale pour les listes de candidats aux élections parlementaires n'a abouti qu'à une représentation féminine d'environ 31% au parlement tunisien, en dépit des attentes selon lesquelles la parité aboutirait à au moins 50% de représentation des femmes. Cela était principalement dû à la tendance des partis politiques à désigner uniquement des hommes comme chefs de listes, généralement le poste le plus susceptible d'être remporté, parmi de nombreux partis politiques concurrents. Un autre exemple de quota figure dans la loi sur l'administration locale de l'**Ouganda**, qui impose un tiers de représentation minimum des femmes au niveau local. Cela a contribué à la représentation accrue des femmes au niveau local de 45,7%. En revanche, pour les postes où il n'y a pas de politique d'action positive en Ouganda, la participation des femmes reste faible. Le poste de président de district est un bon exemple puisque les femmes n'occupent que 1% des sièges en l'absence d'un quota. Sur l'impact des quotas, un contributeur du **Nigéria** signale de nombreuses incohérences entre les lois et la réalité, soulignant l'importance de la participation du gouvernement et de l'organe de gestion électorale pour garantir le respect et la bonne mise en œuvre des quotas.

Tous les contributeurs s'accordent à dire que les formations sont essentielles pour augmenter le nombre de femmes candidates aux postes de gouvernement local et leurs chances d'être élu, ainsi que pour améliorer leurs contributions une fois au pouvoir. En **Ouganda**, ONU Femmes aide ses partenaires à identifier les candidates potentielles un an ou deux avant les élections locales et les forme à la gestion de campagne, à la prise de parole en public et à l'engagement des médias. Ces formations permettent aux femmes de développer leur confiance en soi pour surmonter les défis de la campagne. Beaucoup de femmes qui ont suivi ces formations ont fait campagne avec succès et remporté des élections contre des prétendants masculins établis.

Citant l'exemple de l'incubateur récemment lancé pour les femmes en politique en **Belgique** par la conseillère locale Assita Kanko, appelé Polin, la conseillère communale et ancienne ministre Keta Domani Doré annonce une initiative similaire pour créer un incubateur pour former des femmes à des fonctions politiques en **Guinée**, nommé POGUI, en collaboration avec le National Democratic Institute (NDI). Dans ce même esprit, le mentorat actif peut faire beaucoup pour promouvoir la participation politique et la

représentation des femmes. Exposer les candidates potentielles, en particulier les jeunes femmes, à des modèles de réussite de leur communauté leur donne un accès direct à des expériences vécues et à des conseils et des leçons utiles applicables à leur contexte. Un encadrement et une orientation adéquats conduiraient progressivement à des changements d'attitude suivant les femmes occupant des postes de direction, tout en préparant les jeunes femmes à être plus actives en politique.

Ces bonnes pratiques ne peuvent atteindre leur plein potentiel que si les partis politiques s'engagent réellement à promouvoir la participation politique des femmes. Dans la plupart des pays, le taux de réussite des candidatures indépendantes est toujours un mirage, et les candidats ne peuvent se présenter sérieusement aux élections que sous la bannière d'un parti politique. Les dirigeants des partis politiques sont la clé pour déterminer qui les représente aux élections. Une participante partage qu'au **Suriname** par exemple, un jeune président d'un parti d'opposition a essayé d'intégrer une politique de genre dans le programme du parti mais les chefs du parti n'étaient pas convaincus et ont par conséquent bloqué l'initiative. Il est essentiel que les partis politiques qui se présentent aux élections soient confrontés à des questions sur la façon dont ils visent à lutter contre l'inégalité entre les sexes dans leurs circonscriptions et soient encouragés à s'engager à adopter une politique de genre dans le cadre de leur programme. Il y a beaucoup de partis politiques qui ont des femmes actives en leur sein, mais qui ne présentent pas de candidates en période électorale. Il y a aussi des partis politiques qui placent les femmes sur la liste des candidats pour l'élection mais qui n'ont pas de politique de genre dans leur programme, limitant leurs actions à des gestes symboliques. Les partis politiques peuvent soutenir la représentation des femmes en attribuant un minimum de sièges électifs aux femmes, ou en ayant des conditions financières moins exigeantes pour les candidates. Cela encouragera plus de femmes à se présenter et être élues.

Comme mentionné ci-dessus, l'un des principaux défis qui entravent la participation politique des femmes au niveau local est la perception et les attitudes culturelles négatives répandues sur les femmes dans le leadership. Pour changer cela, les campagnes de sensibilisation sont essentielles. En **Ouganda**, ONU Femmes a aidé des organisations de la société civile à organiser des séances de sensibilisation communautaires axées sur l'importance de la participation des femmes à la vie politique. Cela a aidé à changer certaines des perceptions négatives qui ralentissent l'accès des femmes aux rôles de leadership. Avant les élections de 2016 en Ouganda, ONU Femmes a soutenu une campagne médiatique appelée « minibus » qui impliquait un dialogue sur le leadership des femmes dans les transports publics.

L'évaluation de suivi de ce programme a révélé que l'action a atteint de nombreuses personnes et a eu un impact positif sur leur perception du leadership des femmes. Les organisations de la société civile sont des partenaires essentiels dans la promotion de ces efforts. Au **Bhoutan**, DANIDA et [Bhutan Network for Empowering Women](#) (BNEW) ont contribué à sensibiliser les femmes au niveau local et à les sensibiliser à leurs droits et aux rôles qu'elles pourraient jouer dans la vie politique et publique. Ces organisations ont offert des programmes de formation et de mentorat pour renforcer la confiance et les compétences des femmes afin qu'elles puissent participer aux élections.

Les organisations de la société civile ont également fourni des plateformes aux femmes élues pour établir des réseaux et recevoir des conseils en matière de communication. Les réseaux de femmes peuvent jouer un rôle important en soutenant et en inspirant l'engagement des femmes dans la politique locale. Par exemple, le Forum des gouvernements locaux du Commonwealth (CLGF) a lancé un réseau pour les femmes du Commonwealth dans le gouvernement local en novembre 2017 à **Malte**, dans le but d'aider davantage de femmes à s'impliquer dans les gouvernements locaux comme politiciennes et augmenter

l'influence des femmes dans les décisions sur les questions locales. Aux **États-Unis**, des organisations de la société civile telles qu'[Emerge](#), [She Should Run](#), [Vote Run Lead](#) et [Ready To Run](#) se concentrent sur la préparation des femmes à se porter candidates et à soutenir leurs campagnes. Beaucoup d'entre elles offrent des formations en ligne pour maximiser le nombre de femmes qui peuvent profiter des formations et des conseils. En **Afrique du Sud**, [Gender Links](#) a pris en charge l'intégration du genre dans la prestation de services au niveau local grâce à des partenariats avec plus de 400 conseils locaux. Gender Links se concentre sur l'identification des champions du genre au sein des conseils pour mener l'action sur l'égalité des sexes au niveau local.

3. Connaissez-vous des programmes ou des structures qui soutiennent les femmes élues au niveau local pour devenir des leaders au niveau national ? S'il vous plaît partager des exemples.

Comme mentionné ci-dessus, il existe de nombreuses explications au manque de femmes dans les rôles de leadership, y compris la discrimination sexuelle, le manque de modèles féminins, les contraintes familiales et les normes sociales. Ces défis peuvent être atténués par des changements structurels des cadres politiques et des changements sociaux dans la façon dont les hommes et les femmes coexistent dans la société. Les formations et le renforcement des capacités en matière de prise de décision démocratique pour les femmes et les hommes sont également essentiels. De nombreuses organisations et programmes soutiennent les femmes élues au niveau local pour devenir des leaders au niveau national. Nous avons déjà vu des exemples dans les sections précédentes d'initiatives qui aident les femmes à accéder et à prospérer dans des rôles politiques élus au niveau local, leur permettant ainsi d'être mieux équipées et mises en avant pour jouer des rôles politiques au niveau national. Généralement, les partis politiques recrutent parmi leurs élus locaux élus pour des élections nationales, par conséquent les programmes axés sur la participation politique des femmes au niveau local aident indirectement la participation politique des femmes au niveau national.

4. Que peut faire le gouvernement local pour parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser les femmes et les filles rurales ?

L'engagement politique et la mobilisation sont l'un des principes fondamentaux d'une société démocratique. Les autorités locales jouent un rôle central dans la sauvegarde des pratiques démocratiques. Elles doivent veiller à ce que la formulation et la mise en œuvre de leurs politiques, plans et budgets dans tous les domaines touchant leurs circonscriptions soient sensibles au genre.

Les gouvernements locaux doivent améliorer la représentation des femmes dans les fonctions électives, administratives et nominatives des institutions. Comme nous l'avons vu, cela peut être réalisé grâce à une combinaison de mesures antidiscriminatoires et d'actions affirmatives, et à un soutien supplémentaire à travers le mentoring, des horaires flexibles et des crèches abordables. En tant qu'employeurs et prestataires de services, les gouvernements locaux peuvent grandement faciliter l'amélioration de la vie des femmes et inclure davantage de femmes en utilisant des pratiques d'emploi équitables et en assurant une prestation de services non discriminatoire aux citoyens. Les gouvernements locaux sont également en première ligne pour lutter contre la violence et les pratiques préjudiciables contre les femmes dans les sphères publique et privée. La police locale et l'urbanisme, en particulier la création et l'entretien d'espaces publics, sont des outils essentiels pour lutter contre la violence à l'égard des femmes. Les autorités locales ont un rôle important à jouer pour identifier les femmes et les filles touchées par la violence et leur fournir un soutien et des services appropriés. Les gouvernements locaux ont également le devoir d'assurer l'égalité d'accès des femmes à la terre et aux ressources économiques et naturelles. Ils

peuvent établir des mécanismes facilitant l'obtention de documents juridiques tels que les actes de naissance, fournir des services d'aide juridique aux femmes dans l'exercice de leurs droits et garantir la participation des femmes aux institutions de gouvernance foncière et aux processus d'élaboration des politiques. Les gouvernements locaux devraient intégrer pleinement une perspective de genre dans la législation locale, la planification urbaine et l'élaboration de politiques pour s'attaquer aux multiples obstacles à l'autonomisation des femmes et des filles. Ce n'est qu'ainsi que les femmes et les filles pourront jouer un rôle égal dans la vie politique, économique, sociale et culturelle de nos communautés.